



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture de la zone de défense
et de sécurité Nord**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR – NORD**

CONSULTATION N° 2025-07

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)***

**Construction d'un centre de formation
à la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine (CFLIIC)
Caserne GARIN – AMIENS (80)**

Ce document comporte 20 pages, numérotées de 1 à 20

SOMMAIRE

CHAPITRE I – GÉNÉRALITÉS.....	4
ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION.....	4
ARTICLE 2 – OBJET DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1 – Détail des prestations.....	4
2.2 – Site concerné.....	4
2.3 – Tranches.....	4
ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES.....	5
3.1 – Maîtrise d'ouvrage.....	5
3.2 – Titulaires des marchés.....	5
3.3 – Maîtrise d'œuvre.....	5
3.4 – Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	5
3.5 – Contrôleur technique.....	5
3.6 – Ordonnancement, pilotage et coordination.....	5
3.7 – Sous-traitants.....	5
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS.....	6
4.1 – Pièces particulières.....	6
4.2 – Pièces générales.....	6
4.3 – Autres pièces particulières.....	6
4.4 – Environnement réglementaire.....	7
ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ.....	7
5.1 – Obligation de confidentialité.....	7
5.2 – Clause de sûreté.....	7
ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET MESURES SOCIALES.....	7
6.1 – Protection de la main-d'œuvre.....	7
6.2 – Clause sociale d'insertion.....	8
a) Insertion par l'activité économique.....	8
b) Réalisation d'heures d'insertion.....	8
c) Les modalités de mise en œuvre.....	9
d) Modalités de contrôles.....	9
e) Difficulté économique.....	10
f) L'insertion à l'issue des marchés.....	10
ARTICLE 7 – MESURES ENVIRONNEMENTALES.....	10
ARTICLE 8 – GARANTIES RELATIVE A LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE.....	11
ARTICLE 9 – ASSURANCES.....	11
CHAPITRE II – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
ARTICLE 10 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	11
10.1 – Contenu des prix.....	11
10.2 – Forme des prix.....	11
10.3 – Décomposition et sous-détails des prix.....	11
10.4 – Variation des prix.....	11
ARTICLE 11 – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS.....	12
11.1 – Règlement des comptes.....	12
11.2 – Avance et remboursement de l'avance.....	12
ARTICLE 12 – CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES.....	13
ARTICLE 13 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
13.1 – Demandes de paiements dématérialisées.....	13
13.2 – Acomptes.....	14
13.3 – Paiement pour le solde et paiements partiels définitifs.....	14
13.4 – Délai global de paiement.....	14
13.5 – Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés.....	14
13.6 – Retenue de garantie – Cautionnement.....	15
CHAPITRE III – DÉLAIS – PÉNALITÉS.....	16
ARTICLE 14 – FIXATION ET PROLONGATION DES DÉLAIS.....	16
14.1 – Délais de préparations et d'exécutions.....	16
14.2 – Prolongation des délais d'exécution.....	16
14.3 – Pénalités.....	16
14.4 – Retenue jusqu'à la validation du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).....	17
CHAPITRE IV – RÉALISATION DES OUVRAGES.....	18
ARTICLE 15 – PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	18
ARTICLE 16 – VÉRIFICATION QUALITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS – ESSAIS ET ÉPREUVES.....	18
ARTICLE 17 – IMPLANTATIONS DES OUVRAGES.....	18
ARTICLE 18 – PRÉPARATION DES TRAVAUX.....	18
18.1 – Période de préparation – Organisation et éléments à produire.....	18
18.2 – Plan d'exécution – Notes de calculs – Études de détail.....	18

18.3 – Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers.....	19
CHAPITRE V – CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	19
ARTICLE 19 – ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	19
ARTICLE 20 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	19
ARTICLE 21 – RÉCEPTION.....	19
ARTICLE 22 – DÉLAI DE GARANTIE.....	19
CHAPITRE VI – RÉSILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	19
CHAPITRE VII – DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	20
CHAPITRE VIII – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	20

CHAPITRE I – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

Les stipulations du cahier des clauses administratives générales, applicables (CCAG) aux marchés publics de travaux – texte en vigueur au 1^{er} avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022, s'appliquent à l'ensemble des marchés issus de la consultation n°2025-07.

Le présent cahier des clauses administratives particulières apporte des précisions complémentaires spécifiques à la consultation n° 2025-07 et déroge à certaines stipulations du CCAG-travaux mentionné ci-dessus.

ARTICLE 2 – OBJET DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 – Détail des prestations

Les prestations des marchés issus de la consultation n°2025-07 concernent des travaux de construction d'un centre de formation pour la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine (CFLIIC) – Caserne GARIN – AMIENS (80).

La description de l'ouvrage et ses spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la consultation n°2025-07.

Les exigences minimales de la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) du lot 1, validée par l'acheteur à la notification des marchés, est détaillée dans le cahier des clauses techniques particulières du lot 1.

2.2 – Site concerné

Les prestations sont exécutées en site occupé.

L'adresse du site concerné est :

Caserne Garin
Quartier des subsistances
80 000 Amiens

2.3 – Tranches

Chaque marché régi par le présent document n'est composé que d'une seule tranche.

ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES

3.1 – Maîtrise d’ouvrage

La maîtrise d’ouvrage est assurée par le Ministère de l’intérieur.

La conduite d’opération est assurée par la direction de l’immobilier du Secrétariat Général pour l’Administration du Ministère de l’Intérieur (SGAMI) Nord.

3.2 – Titulaires des marchés

Les caractéristiques de chaque titulaire des marchés issus de la consultation n°2025-07 sont précisées dans les actes d’engagement de chacun des marchés.

Pour effectuer la mission définie dans l’objet du marché concerné, le titulaire doit posséder les compétences métiers nécessaires pour la bonne exécution des prestations.

Les qualifications minimales sont les suivantes :

Pour le lot 1 :

- 1111 démolition – déconstruction (technicité courante)
- 1231 micropieux
- 2241 fourniture et pose d’éléments en béton armé et béton précontraint (technicité courante)
- 2371 charpente et structures industrialisée en bois (technicité courante)
- 3181 couverture en plaques nervurées ou ondulées
- 3521 fabrication et pose menuiseries extérieures en aluminium (technicité courante)
- 4411 serrurerie-métallerie (technicité courante)

Pour le lot 2 :

- 4312 Fourniture et pose de menuiseries intérieures en bois
- 4131 Plaques de plâtres (technicité courante)
- 6611 Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (technicité courante)
- 6311 Carrelages – revêtements (technicité courante)
- 6111 Peinture et ravalement (technicité courante)

Pour le lot 4 : QUALIFELEC

Pour le lot 5 :

- QUALIBAT 5111 Plomberie sanitaire
- QUALIBAT 5312 Ventilation et Climatisation
- QUALIBAT 5251 Installations de chauffage ou froid en réseau urbain

3.3 – Maîtrise d’œuvre

EN ACT Architecture

3.4 – Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

COBAT COPREV

3.5 – Contrôleur technique

QUALICONSLT

3.6 – Ordonnancement, pilotage et coordination

EN ACT Architecture

3.7 – Sous-traitants

Le titulaire de chaque marché peut sous-traiter l’exécution de certaines parties de son marché à condition d’avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l’acceptation de chaque sous-traitant et l’agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il transmet par voie électronique une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- en cas d'allotissement et/ou de tranches : le(s) lot(s) et/ou la/les tranche(s) concerné(es) ;
- la référence aux lignes de postes du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire correspondant aux prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Les demandes d'acceptation de sous-traitance devront être exclusivement adressées au technicien en charge du suivi de l'opération au sein du SGAMI Nord :

vincent.guillaumond@interieur.gouv.fr

avec copie à la boîte fonctionnelle – sgami-nord-di-bureau-travaux@interieur.gouv.fr .

Le bureau des marchés du SGAMI Nord devra être mis en copie de chaque demande à l'adresse suivante :

sgami-nord-bmp-immo@interieur.gouv.fr

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir, adjudicateur gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique).

Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra être signée à la fois par le titulaire du marché qui désire sous-traiter et par le sous-traitant envisagé.

<u>Le titulaire de chaque marché s'engage à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le maître de l'ouvrage.</u> Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance.
--

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, les pièces constitutives des marchés sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

4.1 – Pièces particulières

- l'acte d'engagement de la consultation n°2025-07, et ses annexes ;
- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières n°2025-07 dont seul l'original conservé dans les locaux de l'administration fait foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières de la consultation n°2025-07 ;
- l'ensemble des plans et documents techniques de la consultation n°2025-07 ;

4.2 – Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux - texte en vigueur au 1^{er} avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022 ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG), en vigueur lors du mois d'établissement des prix (Mois Mo) études tel que défini à l'acte d'engagement ;
- les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (DTU) énumérés aux annexes 1 des circulaires du ministère de l'économie et des finances relatives aux cahiers des charges techniques des marchés publics de travaux de bâtiment compte tenu des modifications qui leur sont apportées par les annexes à ces circulaires.

4.3 – Autres pièces particulières

- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification ;
- le mémoire technique, remis par le titulaire lors du dépôt de son offre.

4.4 – Environnement réglementaire

Chaque titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

Les pièces générales, mentionnées au point 4.2 du présent document, bien que non jointes à la consultation n°2025-07, sont réputées connues de chaque titulaire des marchés issus de cette même consultation.

Chaque titulaire leur reconnaît expressément le caractère contractuel.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ

5.1 – Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG-travaux, le personnel du titulaire, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

5.2 – Clause de sûreté

- **Contrôle de la liste nominative du personnel**

Les travaux nécessiteront l'accès à un site du Ministère de l'intérieur.

Les entreprises qui effectuent les prestations seront tenues de fournir à l'administration, pour accord du service bénéficiaire, une liste nominative des personnes susceptibles d'intervenir sur le site (personnel du titulaire, de ses cotraitants, de ses sous-traitants, intérimaires ou travailleurs indépendants), et ce, a minima, 14 jours avant la date de démarrage des travaux ou prestations. Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, et adresses de chacun des salariés, ainsi qu'une photocopie de leur pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour).

En cours d'exécution du marché dont elle est titulaire, chaque entreprise signalera à l'administration tout changement de personne au moins 24 heures à l'avance. L'entrepreneur ne pourra justifier en aucune manière un retard d'exécution dû au contrôle d'identité de son personnel.

Conditions d'accès aux sites sécurisés

En application de l'article 5.3 du CCAG-travaux, le titulaire devra se conformer aux exigences de sécurité du site établies par la personne publique. Ces exigences sont décrites au PGCSPS – chapitre « mesures d'organisation générale arrêtée par le maître d'œuvre en concertation avec le CSPS » – paragraphe « accès au chantier – principe d'accès au chantier ». Le personnel devant pénétrer sur un site ou une enceinte sécurisée devra être au préalable habilité par le service bénéficiaire et se verra ou non délivrer une carte d'accès provisoire. En fonction de l'activité sur le site, le service bénéficiaire pourra refuser à quiconque l'accès à ses locaux à certains jours ou certaines heures.

Par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG-travaux, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès au chantier et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées, par elle, indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux cotraitants et sous-traitants.

ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET MESURES SOCIALES

6.1 – Protection de la main-d'œuvre

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-travaux, le titulaire des marchés issus de la consultation n°2025-07, s'engage à respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Chaque titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité des intervenants sur le chantier.

6.2 – Clause sociale d'insertion

a) Insertion par l'activité économique

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des clauses particulières de la consultation n°2025-07 une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Les titulaires concernés s'engagent à réaliser, sur la durée d'exécution du marché, reconduction comprise, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Sont notamment éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

- les allocataires du RSA (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits ;
- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Invalidité
- les jeunes moins de 26 ans, diplômés et non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L.5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans les dispositifs particuliers : les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les écoles de la deuxième chance (E2C) ;
- en outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivés de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'insertion et l'Emploi (PLIE), les missions locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées.

Cette clause est applicable aux marchés correspondants aux lots suivants :

Lot n°	Libellé du marché	Nombre d'heures d'insertion à réaliser
1	Démolition – gros œuvre – charpente – couverture – menuiseries extérieures	450 heures
2	Menuiseries intérieures – isolation – cloisons – doublages – carrelage – peinture	300 heures
4	Électricité	105 heures
5	CVC – plomberie	185 heures
6	VRD – espaces verts	185 heures

Pour s'acquitter de leurs engagements relatifs à l'action d'insertion dans le cadre des marchés qui les concernent, les titulaires peuvent choisir d'exécuter la clause sociale en exécutant un nombre d'heures d'insertion en application des termes de l'article 6.2-b ci-après ;

En cas de sous-traitance, l'entreprise attributaire reste responsable de l'exécution de la clause d'insertion.

b) Réalisation d'heures d'insertion

Les titulaires concernés peuvent dépasser le volume horaire s'ils le souhaitent.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter la globalisation des heures d'insertion, au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés « clausés » par le maître d'ouvrage, dans le délai d'exécution du premier.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la (ou les) personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au maître d'ouvrage qui peut la déclarer recevable, après avis des facilitateurs concernés si la mesure :

- est favorable au parcours du salarié en insertion ;
- est applicable dans le cadre territorial du département de la Somme
- concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée, par le facilitateur mentionné à l'article 6-2-c du présent document.

Les heures d'insertion réalisées sont affectées au niveau du décompte et à due proportion, à chacun des marchés concernés.

Un bilan annuel de la démarche de globalisation des heures d'insertion est réalisé en lien avec les facilitateurs pour assurer le suivi du principe de la réciprocité territoriale.

c) Les modalités de mise en œuvre

À compter de la date de démarrage de son contrat (quelle que soit la nature du contrat), le/la bénéficiaire de la clause d'insertion par l'activité économique demeure éligible au dispositif pour une durée de vingt-quatre mois calendaires.

Si pour un/une même bénéficiaire, le titulaire met en place un contrat à durée indéterminée (CDI) dans les douze premiers mois à compter de la date de signature du premier contrat valorisé, la durée d'éligibilité sera majorée de six mois. Elle est ainsi portée à trente mois calendaires, à compter de la date de signature du premier contrat valorisé.

L'action d'insertion obligatoire consiste, pour l'attributaire concerné, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-après :

- 1^{ère} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- 3^{ème} modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises, porté localement par le facilitateur des clauses sociales, désignée comme guichet unique territorial et dont les coordonnées figurent ci-après :

M. Kamel YAHIAOUI
Parvis de la Cathédrale
21 Place Notre Dame, 3^e étage
Amiens Métropole – BP 11 018
80 010 Amiens cedex 1
03.22.97.13.81
k.yahiaoui@amiens-metropole.com

Celui-ci assurera l'orientation et le suivi des publics cibles, et sera le relais entre le maître d'ouvrage, le prestataire et les partenaires de l'insertion et de l'emploi. Toute personne dont le parcours d'insertion n'aurait pas été validé par le dispositif d'accompagnement ne pourra être prise en compte au titre de l'action d'insertion du marché.

d) Modalités de contrôles

Pour les marchés visés, les entreprises titulaires réalisent une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé. À ce titre, pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut contrôler son exécution, à l'ordre du jour d'une réunion d'avancement des prestations.

À la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

À l'issue des prestations réalisées, il est procédé au bilan de l'action d'insertion et l'entreprise s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG-Travaux.

e) Difficulté économique

Si le prestataire doit faire face à des mesures de licenciement économique ou d'activité partielle dûment établies par production de justificatifs, celui-ci en informe le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais. Il appartient à celui-ci de se rapprocher des interlocuteurs désignés qui leur indiqueront la démarche à suivre.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur, en lien avec la DREETS et la Maison de l'Emploi, peut suspendre la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion. La suspension de l'application de la clause ne pourra être accordée notamment que si la durée de la mesure de chômage partiel correspond à une phase d'exécution active du marché pour le titulaire et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion (poste de travail peu ou pas qualifié). Il en est de même, s'il s'agit d'un licenciement économique intervenu moins d'un an (délai applicable à la priorité de réembauchage) avant une phase d'exécution active du marché pour le titulaire.

La suspension ne peut être accordée si le titulaire recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas touché par une mesure de chômage partiel ou de licenciement économique.

Cette suspension entraîne la réduction du volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion prorata temporis.

Au vu des éléments produits, le pouvoir adjudicateur notifie par ordre de service la suspension de l'application de la clause d'insertion, la période d'application de cette suspension, ses conséquences sur le volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion et, le cas échéant, le nouveau volume contractuel restant dû au titre du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer tout contrôle, notamment par les administrations compétentes, quant au respect par le titulaire de ses obligations en période de licenciement économique et notamment quant à l'absence de recours à une main d'œuvre extérieure.

f) L'insertion à l'issue des marchés

Pendant et à l'issue du marché concerné, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché concerné s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur les chantiers.

ARTICLE 7 – MESURES ENVIRONNEMENTALES

Chaque titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Dans le mémoire technique fourni lors du dépôt de son offre, chaque titulaire aura fourni un état de la situation de sa société quant à la protection de l'environnement, et notamment sur les points suivants :

- l'utilisation de produits éco-labellisés et présentant des bonnes caractéristiques de durabilité et de réparabilité
- tous les documents livrables non dématérialisés doivent être mis à disposition sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemple : labels FCS, PEFC ou équivalent) ;
- la réduction des nuisances (poussières, bruit, production de déchets) ;
- la gestion et le recyclage des déchets de chantier ;
- l'optimisation des consommations d'eau et d'énergie ;
- l'intégration des contraintes environnementales dès la phase de conception, avec notamment le choix de matériaux à faible impact carbone et la mise en place de procédures visant à minimiser les risques de pollution accidentelle.

ARTICLE 8 – GARANTIES RELATIVE A LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-travaux.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8 du CCAG-travaux, la notification de chaque marché n'est possible que si l'attributaire ainsi que les éventuels cotraitants justifient au préalable qu'ils sont titulaires d'assurances :

- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

CHAPITRE II – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 10 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

10.1 – Contenu des prix

Le prix des prestations est celui indiqué à l'acte d'engagement de chaque marché issu de la consultation n°2025-07.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché en montants hors taxe.

La TVA applicable aux prix des marchés issus de la consultation n°2025-07 est de 20 %.

10.2 – Forme des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet des marchés issus de la consultation n°2025-07, sont réglés par montant global et forfaitaire.

10.3 – Décomposition et sous-détails des prix

Les prix des marchés sont détaillés dans le cadre de décomposition des prix globaux et forfaitaires.

10.4 – Variation des prix

Les prix des marchés issus de la consultation n°2025-07 sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé « mois zéro ». Ce mois est fixé au mois de **MAI 2025**.

Les indices de référence I, choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet des marchés régis par le présent CCAP, sont les suivants :

Lot n°	Libellé du marché	Indice de référence	Pondération
1	Démolition – gros œuvre – charpente – couverture – menuiseries extérieures	BT01	5 %
		BT06	72 %
		BT16b	3 %
		BT49	7 %
		BT 42	3 %
		BT43	10 %

2	Menuiseries intérieures – isolation – cloisons – doublages – carrelage – peinture	BT18a	22 %
		BT08	33 %
		BT09	34 %
		BT46	11 %
3	Ascenseur	BT48	100 %
4	Électricité	BT47	100 %
5	CVC – plomberie	BT53	57 %
		BT54	43 %
6	VRD – espaces verts	TP01	100 %

Les prix sont révisés selon la même périodicité que les demandes d'acompte par application aux prix du marché (concerné) de la formule suivante :

$$P_n = P_o (0,15 + 0,85 \times \frac{I_n}{I_o})$$

avec

P_n = prix révisé des travaux du marché (concerné), hors TVA.

P_o = prix des travaux du marché (concerné) au mois M_o , hors TVA.

I_n = valeur de l'indice de référence à la date d'exécution des travaux pour les demandes d'acompte mensuelles ou la moyenne des valeurs de l'index de référence sur la durée d'exécution des travaux pour les demandes d'acompte dont la périodicité est supérieure à un mois.

I_o = valeur de l'index de référence à la valeur d'établissement des prix au mois M_o .

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

ARTICLE 11 – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS

11.1 – Règlement des comptes

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire du marché et à ses sous-traitants ;
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Le règlement des comptes de chaque marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 13 du présent document.

11.2 – Avance et remboursement de l'avance

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, aucune avance ne sera versée si le montant du marché n'excède pas 50 000,00 € HT

Si le montant du marché excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance sera versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 30 % du montant initial du marché (en prix de base) si le délai "N" d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Il est égal au produit de ces trente pour cent (30 %) par $12/N$ ("N" étant exprimé en mois) si le délai "N" dépasse douze mois.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué lorsque le montant cumulé des factures présentées par l'entrepreneur atteint ou dépasse 50 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée au titulaire.

Avance aux sous-traitants :

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 € hors taxes susvisé.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 30 % du montant des travaux sous-traités et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

ARTICLE 12 – CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES

Il est fait application de l'article 11 du CCAG-travaux.

ARTICLE 13 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

13.1 – Demandes de paiements dématérialisées

Il est fait application de l'article 12 du CCAG-travaux pour les modalités de règlement des comptes.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes ;
- le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ;
- les acomptes correspondent aux prestations exécutées.

En application du décret 2019-748 du 18 juillet 2019, au 1er janvier 2020, toutes les entreprises titulaires d'un marché public avec l'État doivent dématérialiser l'envoi de leurs factures en utilisant le portail :

<https://chorus-pro.gouv.fr//>

Le titulaire dépose sur l'espace « factures travaux » son projet de décompte en renseignant :

- le code exécutant : **Scii59**
- le SIRET du maître d'ouvrage : **13002031600019**

Il est rappelé que le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché concerné doit **obligatoirement** figurer sur la facture.

Toute facture qui ne comportera pas le numéro EJ ne pourra pas être traitée et vous sera retournée pour modification.

Le titulaire du marché remet sa demande de paiement au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte via Chorus Pro. Le projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début. Il est établi à partir des prix initiaux du marché, hors TVA et hors révision, celle-ci étant calculée par l'administration.

Le projet de décompte doit respecter les lignes de postes détaillées dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.

Le maître d'œuvre en charge du contrôle des factures liées aux marchés de travaux devra respecter le circuit dématérialisé via Chorus Pro. Même en l'absence de mention spécifique dans le marché de travaux, sur l'intervention du maître d'œuvre dans Chorus Pro, celui-ci est nécessairement tenu de récupérer les demandes de paiement des entreprises dans Chorus Pro et de les déposer, avec son visa, dans ce circuit dématérialisé, sous peine de ne pas permettre le traitement des factures et d'être tenu pour responsable du non-respect des délais de paiement qui en résulterait.

Le maître d'œuvre récupère les projets de décompte transmis par le titulaire via Chorus Pro. Le délai de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre telle qu'elle est horodatée par Chorus Pro.

13.2 – Acomptes

À partir du projet de décompte, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte à régler au titulaire et dresse à cet effet un état d'acompte faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d) L'effet de la révision des prix ; les parties de l'acompte révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- g) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d et e et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c, f et g.

13.3 – Paiement pour le solde et paiements partiels définitifs

Le titulaire du marché remettra le projet de décompte pour solde de son contrat dans les deux mois qui suivent la remise du rapport établi à la fin de la période d'exécution du marché et sur présentation de la facture de solde des prestations.

13.4 – Délai global de paiement

Le délai global de paiement est fixé à trente jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement telle qu'elle est horodatée par Chorus Pro.

Seul l'horodatage Chorus Pro fait foi.

Passé ce délai, des intérêts moratoires seront dus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40,00 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

Le règlement des sommes dues au titulaire, au titre du marché, sera réalisé par virement sur le compte bancaire mentionné à l'acte d'engagement.

En cas de changement de compte bancaire, le titulaire devra en aviser le bureau des marchés du SGAMI Nord et fournir les documents nécessaires à la prise en compte des modifications de compte.

Le délai pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 5 jours calendaires (incluant la transmission au maître d'ouvrage) après la parution des derniers index ou à compter de l'accusé de réception du document. Cette date doit impérativement figurer sur le projet de décompte.

13.5 – Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les travaux exécutés font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entrepreneurs groupés ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre ces entrepreneurs et indique les modalités de cette répartition.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les travaux exécutés par chacun d'eux font l'objet d'un paiement individualisé.

Dans tous les cas où les travaux exécutés ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € toutes taxes comprises (articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique), le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, si elles ne sont pas prévues par le marché, sont constatées par un acte modificatif ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés, ci-dessus, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants.

Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations à ce cotraitant.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à sa demande d'acompte ou au projet de décompte la facture du sous-traitant (avec la mention TVA auto-liquidée, dans le cas où l'auto-liquidation s'applique), ainsi qu'une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique). La demande d'acompte ou le projet de décompte du titulaire doit faire apparaître la part des prestations qui lui sont propres et la part des prestations sous-traitées avec, le cas échéant, la mention d'autoliquidation de la TVA.

Si le titulaire est un groupement d'entreprises, l'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique).

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

13.6 – Retenue de garantie – Cautionnement

Conformément aux articles R.2191-32 à R.2191-42 du code de la commande publique et à l'article 8 du décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, une retenue de garantie de 3 % sera prélevée sur tous les règlements du marché.

CHAPITRE III – DÉLAIS – PÉNALITÉS

ARTICLE 14 – FIXATION ET PROLONGATION DES DÉLAIS

14.1 – Délais de préparations et d'exécutions

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-travaux, le délai de préparation commun à tous les lots est d'un mois.

La durée globale maximale prévisionnelle d'exécution de l'ensemble des prestations issu de la consultation n°2025-07 est de 13 mois.

Les délais d'exécution des prestations se décomposent comme suit :

Lots	Délai de préparation (en mois)	Délai d'exécution (en mois)
Lot 01 – Démolition – gros œuvre – charpente – couverture – menuiseries extérieures	1 mois	6 mois
Lot 02 – Menuiseries intérieures – isolation – cloisons – doublages – carrelage – peinture		5 mois
Lot 03 – Ascenseur		1 mois
Lot 04 – Électricité		4 mois
Lot 05 – CVC – plomberie		4 mois
Lot 06 – VRD – espaces verts		6 mois

Les démarrages des périodes de préparation et d'exécution des prestations se feront par ordres de services.

En cas d'affermissement et d'exécution simultanés de plusieurs tranches, les périodes de préparations seront modifiées en conséquence et définies dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

14.2 – Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à vingt jours par an.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'ouvrage pourra prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution sera prolongé d'autant.

14.3 – Pénalités

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. À défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée. En cas d'application d'une pénalité, le montant de cette dernière sera déduit du montant toutes taxes comprises.

En cas de co-traitance, si les pénalités sont justifiées pour le titulaire et le ou les co-traitants (exemple : absence en réunion), alors les pénalités pourront être appliquées au titulaire et au(x) co-traitant(s).

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-travaux, les pénalités de retard sont définies comme suit :

- Retard de chantier dans l'exécution d'une tâche ayant pour effet le dépassement du délai d'exécution du titulaire ou celui du planning général du chantier : 200,00 € par jour calendaire ;
- Retard dans la remise de documents d'exécution : 200,00 € par jour calendaire.

Pénalités liées à la clause sociale d'insertion :

- En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 60 € par heure d'insertion non réalisée.
- En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Autres pénalités :

- Absence aux réunions de chantier après convocation : 500,00 € par absence constatée au travers du compte-rendu de chantier ;
- Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin : retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin : 500,00 € par jour calendaire de retard, au-delà du délai fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- Non remise de contrats de sous-traitances : découverte de la présence sur le chantier d'un sous-traitant non déclaré : 1 500,00 € par infraction constatée.
- Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, le titulaire ou le mandataire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais et risques du titulaire ou du mandataire sans préjudice d'une pénalité de 300,00 € par jour calendaire de retard ;
- En cas de travaux bruyants (plus de 70 décibels) en dehors des heures tolérées par le pouvoir adjudicateur, il sera appliqué une pénalité de 300,00 € par infraction constatée par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre ;
- Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit : il sera appliqué une pénalité de 300,00 € par trouble constaté par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre ;
- Non-respect du nettoyage du chantier : en cas de non-respect du nettoyage de chantier, il sera appliqué une pénalité de 300,00 € par infraction constatée par le maître d'ouvrage ;
- Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites : en cas de constat par le maître d'ouvrage de dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites, il sera appliqué une pénalité de 300,00 € par jour calendaire ;
- En cas de dépôt de déchets dans une benne non appropriée, il sera appliqué une pénalité de 300,00 € par infraction constatée par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre ;
- En cas de dépôt sauvage ou d'enfouissement de déchets, il sera appliqué une pénalité de 300,00 € par infraction constatée par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre ;
- En cas d'omission du Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), pour les Déchets Industriels Dangereux (DID), il sera appliqué une pénalité de 300,00 € par infraction constatée par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre .

Par dérogation à l'article 19-2-1 du CCAG-travaux, il ne sera fait application d'aucune exonération de pénalités, quels qu'en soient les montants.

L'acheteur pourra notifier au titulaire des marchés le constat de tous retards dans l'exécution des prestations et le calcul des pénalités qui en découlent, par le biais du formulaire EXE13.

14.4 – Retenue jusqu'à la validation du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Retenue provisoire :

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-travaux, une retenue provisoire fixée à 6 % du montant hors taxes, est opérée sur les sommes dues au titulaire du marché concerné sur le premier décompte mensuel de la tranche ferme, faisant ressortir une somme suffisante à payer au titulaire pour prélever ladite retenue.

La somme ainsi retenue n'est libérée qu'après :

- la fourniture de l'ensemble des documents du DOE, des plans (sur papier et sur support informatique) et autres documents à fournir après exécution par le titulaire du marché conformément à l'article 40 du CCAG-travaux et
- la vérification :
 - de leur conformité par le maître d'œuvre, puis par le maître d'ouvrage.

Délais et pénalités :

Conformément à l'article 40 du CCAG-travaux, le titulaire du marché concerné fournira l'ensemble des DOE lorsqu'il demande la réception des travaux à l'acheteur.

En cas de non réception ou de réception partielle des documents du DOE, d'œuvre met en demeure le titulaire du marché, par ordre de service, de transmettre les documents manquants avant une date limite, fixée dans l'ordre de service.

Une pénalité de retard de 30,00 €, par jour calendaire de retard, est appliquée, à compter de la date limite fixée dans l'ordre de service de mise en demeure.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 20 jours à compter de la remise de la **totalité des documents** du DOE pour procéder à cette vérification de conformité. Passé ce délai, les documents seront réputés acceptés.

Retenue définitive :

La retenue provisoire peut être transformée en retenue définitive s'il n'est pas donné suite à une mise en demeure du représentant du pouvoir adjudicateur.

CHAPITRE IV – RÉALISATION DES OUVRAGES

ARTICLE 15 – PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Les documents techniques de la consultation n°2025-07 fixent les matériaux, les produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Les produits ou équipements concourant à la réalisation des travaux devront être certifiés/labellisés et respectueux de l'environnement.

Chaque titulaire devra s'assurer de mettre en œuvre, au sein de sa structure, les moyens suffisants pour lutter contre la déforestation (utilisation d'un bois recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement).

Le titulaire de chaque marché devra avoir fourni dans son offre les fiches techniques des matériels qu'il s'engage à utiliser ou installer, ainsi que les documentations techniques détaillant les marques, les origines des produits installés.

ARTICLE 16 – VÉRIFICATION QUALITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS – ESSAIS ET ÉPREUVES

Les matériels employés et leur technique de mise en œuvre devront être conformes au descriptif des travaux et autres documents techniques de la consultation n°2025-07, ainsi qu'aux règlements et normes en vigueur.

ARTICLE 17 – IMPLANTATIONS DES OUVRAGES

Se référer aux documents techniques de la consultation n°2025-07.

ARTICLE 18 – PRÉPARATION DES TRAVAUX

18.1 – Période de préparation – Organisation et éléments à produire

La période de préparation est définie à l'article 14.1 du présent CCAP (dérogation à l'article 28.1 du CCAG-travaux).

Pendant la période de préparation, les documents suivants sont à produire dans les délais fixés par la maîtrise d'ouvrage lors de la première réunion de préparation :

- programme d'exécution des travaux : l'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier, conformément à l'article 28.2 du CCAG-travaux ;
- le PPSPS repris à l'article 18.3 ci-après.

18.2 – Plan d'exécution – Notes de calculs – Études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis gratuitement par les entrepreneurs et soumis au maître d'ouvrage (qui en réalise le visa).

18.3 – Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers

Conformément aux prescriptions des CCTP et du PGCSPS, les entrepreneurs devront clôturer leur chantier et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter tout accident, le site restant occupé pendant les travaux. Toutes les précautions utiles devront être prises pour la préservation des installations existantes. Les entrepreneurs devront transmettre leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

CHAPITRE V – CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 19 – ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

L'entreprise titulaire du marché concerné devra se soumettre, à la demande de la maîtrise d'ouvrage, à un contrôle des ouvrages en cours de travaux par un bureau de contrôle.

ARTICLE 20 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

La gestion des déchets de chantier est réalisée en application de l'article 36 du CCAG-travaux.

À la fin des travaux, dans un délai de huit jours calendaires comptés à partir de la date de la notification de la décision de réception, les entrepreneurs devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qu'ils auront occupés.

ARTICLE 21 – RÉCEPTION

Les opérations de réception seront effectuées en application des articles 41 et 42 du CCAG-travaux.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception d'au maximum 30 jours. Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

La réception des travaux ne peut être prononcée qu'à la validation des dossiers des ouvrages exécutés, dans les conditions fixées à l'article 14.4 du présent CCAP.

En fin de chantier, l'entreprise fournira son dossier des ouvrages exécutés, en quatre exemplaires, plus un exemplaire reproductible sur support informatique (clé USB...) pouvant se lire et être modifié sur AUTOCAD.

Des documents supplémentaires peuvent être demandés par le descriptif des travaux de la consultation n°2025-07.

ARTICLE 22 – DÉLAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est celui fixé à l'article 44.1 CCAG-travaux.

CHAPITRE VI – RÉSILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX

En cas de résiliation d'un des marchés issus de la consultation n°2025-07 ou d'interruption des travaux, les dispositions du chapitre VII du CCAG-travaux s'appliquent.

En complément, si la résiliation est consécutive :

- à l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, en complément du CCAG, il sera fait application d'une résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure.
- au refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail (anciennement article R.324-4 avant recodification du code du travail instaurée par le décret n°2008-244 du 7 mars 2008) ou D.8222-7 et D.8222-8 (pour les candidats étrangers) du code du travail.

Il sera fait application d'une résiliation aux torts du titulaire, après mise en demeure de les produire de nouveau dans un délai d'une semaine.

CHAPITRE VII – DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de problème conséquent aux prestations et afin de prévenir d'un contentieux, l'entreprise est invitée, pour toute question ou règlement amiable à mettre en place une médiation en saisissant directement le bureau des marchés publics via la boîte fonctionnelle : sgami-nord-bmp-immo@interieur.gouv.fr

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution des prestations des marchés issus de la consultation n°2025-07 relèvent du tribunal administratif de Lille.

En cas de titulaire étranger, les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62 039
59 014 LILLE Cedex

ou via le site <https://citoyens.telerecours.fr>

CHAPITRE VIII – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles du présent CCAP, désignés ci-après, sont apportées aux articles du CCAG-Travaux.

Articles du CCAP	Articles du CCAG applicables aux marchés publics de travaux – texte en vigueur au 1 ^{er} avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022
4	4.1
5.2	31.4.5
9	8
14.1 18.1	28.1
14.3	19.2 19.2.1
14.4	19.3
21	41.6